

Bien qu'importante et réelle, la réduction de 10 p. 100 des subventions et des contributions, dont la réduction de la subvention au programme laitier, ne mettra pas en danger les particuliers ou les secteurs secondaires. Le système de gestion de l'offre assure au secteur laitier une protection qui est plus importante et plus précieuse qu'une faible réduction de la subvention laitière.

La réintroduction du crédit d'impôt de 10 p. 100 à l'investissement pour le reste de cette année et pour toute l'année 1993 procurera des avantages importants aux agriculteurs pour l'achat d'autre matériel.

J'aimerais déposer le reste de cette réponse pour que le député puisse se rendre compte que nous travaillons certainement en collaboration avec le monde agricole.

LES LOGEMENTS POUR AUTOCHTONES

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, vendredi dernier, j'ai posé au ministre des Affaires indiennes une question sur les logements pour autochtones.

Je signale que le secrétaire parlementaire qui se trouve à la Chambre assiste fidèlement aux séances du Comité des affaires autochtones. Il connaît donc l'ampleur des problèmes de logement des autochtones au Canada, car le comité les étudie depuis quelques mois.

Ce qui m'a incité à poser la question c'est que, il y a quelques jours, le sous-ministre associé a déclaré au Comité des comptes publics que, sur un parc de 70 000 logements pour autochtones au Canada, la moitié étaient inhabitables. Je cite ses propos: «À l'heure actuelle, 35 000 logements peuvent être qualifiés d'acceptables ou, autrement dit, habitables.»

Cette déclaration m'a tellement secoué que j'ai décidé de soulever le problème à la période des questions. En somme, 35 000 logements existants ne sont pas habitables; il y a, selon le vérificateur général, un retard de 10 000 à 11 000 logements dans la construction; et, avec les conséquences du projet de loi C-31, il faut prévoir 13 000 logements de plus pour les personnes qui retrouveront le statut d'autochtone.

Cela porte les besoins en logements à 59 000, et le gouvernement ne fait pour ainsi dire rien pour rattraper le retard. Selon les estimations du vérificateur général et les extrapolations qu'on peut en tirer, il en coûterait 2,1 milliards de dollars pour rattraper le retard, soit la moitié du coût des hélicoptères de combat, et cela, uniquement pour rattraper le retard.

L'ajournement

Je posais la question, parce que, dans son exposé financier, le ministre des Finances omet la construction de logements pour autochtones dans ses programmes de création d'emplois. Il préfère les grands projets d'infrastructure et de réfection du réseau de transport.

Je tenais à signaler que le ministre aurait dû inclure la construction de logements pour autochtones dans son exposé financier. Cela aurait permis de créer des emplois dans les collectivités autochtones qui ont désespérément besoin d'emplois. La construction de nouveaux logements aurait également permis de régler les problèmes associés aux logements surpeuplés, comme la toxicomanie, les abus sexuels, la violence familiale et tous les problèmes connexes énumérés par les témoins qui ont comparu devant notre comité.

On aurait pu ainsi créer les emplois dont ont tant besoin les collectivités autochtones, puisque la construction résidentielle est la forme d'investissement qui requiert le plus de main-d'oeuvre. J'espère que le secrétaire parlementaire aura une meilleure réponse que celle que m'a donnée la députée de Lincoln vendredi dernier, quand elle a induit la Chambre en erreur. J'ai hâte d'entendre ce que le secrétaire parlementaire a à dire.

M. Ross Reid (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, encore une fois, je me réjouis de pouvoir répondre au nom du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Mon collègue, le député de Comox—Alberni, parle du Comité permanent des affaires autochtones et de l'étude sur le logement des autochtones qu'il est sur le point de terminer.

De nombreux problèmes dont nous avons tous entendu parler et certains auxquels il a fait allusion sont abordés dans ce rapport. Ce qui est clair, c'est que le manque d'argent n'est pas le moindre de ces problèmes. Malheureusement, tous les gouvernements au Canada manquent d'argent. C'est donc la capacité du gouvernement de répondre aux besoins et celle de la société qui sont en cause.

Comme le rapport le démontrera, il y a de nombreux besoins qui ne sont pas simplement de nature financière. Au nombre des questions importantes, mentionnons la façon dont nous exécutons le programme et la meilleure façon pour les autochtones et leurs localités de tirer avantage de l'habitation.